

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*  
*Stukken van de Raad 688 (2003-2004), nrs. 1 en 2.*  
*Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2004.*  
Bespreking. Stemming.

—————  
**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 1829

[2004/201408]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Conseil supérieur du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement institué par le décret du 29 octobre 1998 tel que modifié par les décrets des 18 mai 2000, 14 décembre 2000, 31 mai 2001 et 15 mai 2003, notamment l'article 200;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 1999 instituant un Conseil supérieur du Logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2004;

Vu l'avis n° 36.488/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 février 2004;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° Conseil : le Conseil supérieur du Logement visé par l'article 200 du Code wallon du Logement;

3° administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

4° Code : le Code wallon du Logement.

**CHAPITRE II. — Composition**

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement désigne, sur la base d'une liste double, les 27 membres effectifs du Conseil et les 27 membres suppléants dont :

1° deux représentants effectifs et deux suppléants de la Société wallonne du Logement présentés par cette dernière;

2° deux représentants effectifs et deux suppléants de la Société wallonne du Crédit social présentés par cette dernière;

3° deux représentants effectifs et deux suppléants du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie présentés par ce dernier;

4° deux représentants effectifs et deux suppléants des sociétés de logement de service public présentés par des sociétés de logement de service public ou leurs entités fédératives;

5° deux représentants effectifs et deux suppléants des guichets du crédit social présentés par des guichets du crédit social ou leurs entités fédératives;

6° deux représentants effectifs et deux suppléants des communes présentés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

7° deux représentants effectifs et deux suppléants des centres publics d'action sociale présentés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

8° un représentant effectif et un suppléant des provinces présentés par l'Association des Provinces wallonnes;

9° un représentant effectif et un suppléant des régies des quartiers présentés par des régies des quartiers agréées ou leurs entités fédératives;

10° un représentant effectif et un suppléant des agences immobilières sociales présentés par des agences immobilières sociales agréées ou leurs entités fédératives;

11° un représentant effectif et un suppléant des associations de promotion du logement présentés par des associations de promotion du logement agréées ou leurs entités fédératives;

12° trois représentants effectifs et trois suppléants des universités présentés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française;

13° un représentant effectif et un suppléant des propriétaires présentés par les organisations représentatives désignées par le Gouvernement;

14° un représentant effectif des locataires et un suppléant présentés par les organisations représentatives désignées par le Gouvernement;

15° deux représentants effectifs et deux suppléants du monde associatif présentés par des associations sans but lucratif menant leurs activités dans le domaine du logement;

16° deux représentants effectifs et deux suppléants des partenaires sociaux présentés par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 2. Les propositions sont envoyées au Ministre.

§ 3. Les membres suppléants ne siègent qu'en cas d'empêchement du membre effectif dont ils ont été nommés suppléants.

**Art. 3.** Le Gouvernement nomme un président et un vice-président parmi les membres effectifs du Conseil.

En cas d'absence, le président est remplacé par le vice-président ou, à défaut, par le plus âgé des membres présents.

**Art. 4.** La durée du mandat des membres du Conseil est de cinq ans. Le mandat est renouvelable.

En cas de décès, de démission d'un membre effectif ou de perte par ce dernier du mandat donné par l'organisme l'ayant présenté, son suppléant achève le mandat.

En cas de décès, de démission d'un membre suppléant, de perte par ce dernier du mandat donné par l'organisme l'ayant présenté ou en cas d'application de l'alinéa précédent, le Gouvernement désigne un nouveau suppléant.

#### CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

**Art. 5.** Le bureau est composé du président, du vice-président et de deux membres désignés par le Conseil.

Le bureau prépare les réunions du Conseil.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'ordre du jour du Conseil est arrêté par le bureau.

Une demande émanant d'au moins 6 membres du Conseil est inscrite à l'ordre du jour selon les modalités définies par le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Sauf urgence motivée, approuvée à la majorité des suffrages, seuls les points repris à l'ordre du jour peuvent être discutés.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil délibère valablement lorsque la moitié des membres est présente.

Si cette condition n'est pas remplie, le Conseil est à nouveau convoqué selon les modalités définies par le règlement d'ordre intérieur. Le Conseil vote alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. Les avis et les rapports sont adoptés à la majorité des suffrages. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

**Art. 8.** Le Gouvernement fixe dans chaque demande visée à l'article 200, 7°, du Code le délai imparti au Conseil pour rendre son avis. Il prend cours le jour de la réception de la demande par le secrétariat du Conseil. Ce délai ne peut être inférieur à trente jours calendrier ou, en cas d'urgence motivée, à dix jours calendrier.

**Art. 9.** Le Conseil se réunit quatre fois par an au moins.

Des groupes de travail sont organisés à l'initiative du Conseil.

Le Conseil invite les experts qu'il désire entendre aux réunions du Conseil ou d'un groupe de travail.

**Art. 10.** Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'administration pour avis et au Ministre pour approbation.

**Art. 11.** L'administration peut désigner des agents pour assister à chaque réunion du Conseil, du bureau et des groupes de travail. Elle a voix consultative.

**Art. 12.** Le Conseil établit pour le 15 juillet de chaque année un budget de dépenses et un programme d'activités potentielles pour l'année civile suivante.

Le Ministre approuve le programme d'activités potentielles dans les cinquante jours de sa réception. A défaut, le programme est réputé approuvé.

L'approbation intervient sous réserve des crédits prévus au budget de l'année concernée.

**Art. 13.** Le secrétariat du Conseil, dirigé par un secrétaire de niveau universitaire, assure la coordination matérielle et les aspects logistiques des travaux du Conseil, du bureau et des groupes de travail ainsi que le contrôle général de l'exécution des missions du Conseil et du programme d'activités potentielles, dans le respect du budget de dépenses.

Il exécute en outre tous travaux préparatoires nécessaires aux missions du Conseil.

CHAPITRE IV. — *Jetons de présence et indemnités*

**Art. 14.** Les membres du Conseil reçoivent un jeton de présence pour chaque réunion du Conseil, du bureau ou d'un groupe de travail à laquelle ils siègent et participent.

Le montant d'un jeton de présence est de 65 euros pour le président et de 45 euros pour les autres membres.

Ces montants sont rattachés à l'indice des prix à la consommation de septembre 2003 et sont indexés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de septembre de l'année précédente.

**Art. 15.** Lorsqu'ils se rendent à une ou plusieurs réunions du Conseil, du bureau ou d'un groupe de travail, les membres du Conseil bénéficient, quel que soit le mode de transport utilisé, du remboursement des frais de parcours aux conditions fixées par l'article LIV.TII.CI.12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et des frais de parking et de stationnement.

Pour le calcul du montant à rembourser, le lieu de départ de référence est le lieu de travail habituel du membre ou, à défaut, son domicile.

Il ne peut être alloué, par jour, à chaque personne, qu'un seul remboursement de frais de parcours.

**Art. 16.** La présence aux réunions donnant droit au jeton de présence est constatée au registre tenu à cet effet par le secrétaire du Conseil.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** La première réunion du Conseil se tient dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 18.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 1999 instituant un Conseil supérieur du Logement est abrogé.

**Art. 19.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1829

[2004/201408]

**1. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über den «Conseil supérieur du Logement» (Hoher Rat des Wohnungswesens)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000, vom 31. Mai 2001 und vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 200;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. April 1999 zur Gründung eines «Conseil supérieur du Logement»;

Aufgrund des am 15. Januar 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Januar 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. Februar 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 36.488/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Rat: der in Artikel 200 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnte «Conseil supérieur du Logement»;

3° Verwaltung: die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° Gesetzbuch: das Wallonische Wohngesetzbuch.

KAPITEL II — *Zusammensetzung*

**Art. 2** - § 1. Die Regierung bezeichnet auf der Grundlage einer doppelten Liste die 27 effektiven Mitglieder des Rates und die 27 stellvertretenden Mitglieder, wovon:

1° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter der «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft), die von der Letzteren vorgeschlagen werden;

2° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter der «Société wallonne du Crédit social» (Wallonische Sozialkreditgesellschaft), die von der Letzteren vorgeschlagen werden;

3° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie), die vom Letzteren vorgeschlagen werden;

4° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die von Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes oder ihren föderativen Organen vorgeschlagen werden;

5° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter der Sozialkreditschalter, die von Sozialkreditschaltern oder ihren föderativen Organen vorgeschlagen werden;

6° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter der Gemeinden, die von der «Union des Villes et Communes de Wallonie» (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgeschlagen werden;

7° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter der öffentlichen Sozialhilfezentren, die von der «Union des Villes et Communes de Wallonie» vorgeschlagen werden;

8° ein effektiver und ein stellvertretender Vertreter der Provinzen, die von der «Association des Provinces wallonnes» (Vereinigung der Wallonischen Provinzen) vorgeschlagen werden;

9° ein effektiver und ein stellvertretender Vertreter der Wohnviertelregionen, die von den zugelassenen Wohnviertelregionen oder ihren föderativen Organen vorgeschlagen werden;

10° ein effektiver und ein stellvertretender Vertreter der Agenturen für soziale Wohnungen, die von zugelassenen Agenturen für soziale Wohnungen oder ihren föderativen Organen vorgeschlagen werden;

11° ein effektiver und ein stellvertretender Vertreter der Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens, die von zugelassenen Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens oder ihren föderativen Organen vorgeschlagen werden;

12° drei effektive und drei stellvertretende Vertreter der Universitäten, die vom «Conseil interuniversitaire de la Communauté française» vorgeschlagen werden;

13° ein effektiver und ein stellvertretender Vertreter der Eigentümer, die von den durch die Regierung bezeichneten repräsentativen Organisationen vorgeschlagen werden;

14° ein effektiver Vertreter und ein stellvertretender Vertreter der Mieter, die von den durch die Regierung bezeichneten repräsentativen Organisationen vorgeschlagen werden;

15° zwei effektive Vertreter und zwei stellvertretende Vertreter aus dem Bereich der gemeinnützigen Vereine, die von Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die ihre Tätigkeit im Bereich des Wohnungswesens ausüben, vorgeschlagen werden;

16° zwei effektive und zwei stellvertretende Vertreter der Sozialpartner, die vom «Conseil économique et social de la Région wallonne» (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region) vorgeschlagen werden.

§ 2. Die Vorschläge werden an den Minister gerichtet.

§ 3. Die stellvertretenden Mitglieder tagen nur, wenn das effektive Mitglied, zu dessen Stellvertreter sie ernannt worden sind, verhindert ist.

**Art. 3** - Die Regierung ernennt einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter den effektiven Mitgliedern des Rats.

Wenn der Vorsitzende abwesend ist, wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden, oder mangels dessen, durch das älteste anwesende Mitglied ersetzt.

**Art. 4** - Das Mandat der Mitglieder des Rats dauert fünf Jahre. Es kann erneuert werden.

Falls ein effektives Mitglied des Rats stirbt, sein Amt aufgibt oder die Vollmacht verliert, die ihm durch die Einrichtung, die ihn vorgeschlagen hat, erteilt wurde, wird das Mandat von dem stellvertretenden Mitglied zu Ende geführt.

Falls ein effektives Mitglied des Rats stirbt, sein Amt aufgibt oder die Vollmacht verliert, die ihm durch die Einrichtung, die ihn vorgeschlagen hat, erteilt wurde oder bei der Anwendung des vorigen Absatzes, bezeichnet die Regierung einen neuen Stellvertreter.

### KAPITEL III — *Arbeitsweise*

**Art. 5** - Das Präsidium setzt sich aus dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden und aus zwei vom Rat bezeichneten Mitgliedern zusammen.

Das Präsidium bereitet die Versammlungen des Rates vor.

**Art. 6** - § 1. Die Tagesordnung des Rates wird durch das Präsidium festgelegt.

Ein von mindestens 6 Mitgliedern des Rates herkommender Antrag wird nach den in der allgemeinen Dienstordnung festgelegten Modalitäten auf die Tagesordnung gesetzt.

§ 2. Außer bei begründeter Dringlichkeit, die mit der Mehrheit der Stimmen genehmigt wird, können nur die auf der Tagesordnung stehenden Punkte behandelt werden.

**Art. 7** - § 1. Der Rat berät rechtsgültig, wenn die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Falls diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Rat erneut nach den in der allgemeinen Dienstordnung festgelegten Modalitäten zusammengerufen; seine Beschlüsse sind dann gültig, unabhängig von der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

§ 2. Die Gutachten und die Berichte werden mit der Stimmenmehrheit angenommen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

**Art. 8** - Die Regierung bestimmt in jedem in Artikel 200, 7° des Gesetzbuches erwähnten Antrag die Frist, die dem Rat vorgeschrieben ist, um sein Gutachten abzugeben. Sie läuft ab dem Datum des Eingangs des Antrags beim Sekretariat des Rates. Diese Frist darf nicht unter 30 Kalendertagen, oder bei begründeter Dringlichkeit, unter 10 Kalendertagen liegen.

**Art. 9** - Der Rat versammelt sich mindestens viermal im Jahr.

Arbeitsgruppen können auf Initiative des Rates organisiert werden.

Der Rat lädt die Experten, die er anhören möchte, zu den Versammlungen des Rates oder einer Arbeitsgruppe, ein.

**Art. 10** - Der Rat legt seine allgemeine Dienstordnung fest. Diese wird dann der Verwaltung zur Begutachtung und dem Minister zur Genehmigung vorgelegt.

**Art. 11** - Die Verwaltung ist berechtigt, Bedienstete zu bezeichnen, die jeder Versammlung des Rates, des Präsidiums oder der Arbeitsgruppen beiwohnen. Sie hat beratende Stimme.

**Art. 12** - Der Rat legt zum 15. Juli jedes Jahres einen Ausgabenhaushaltsplan und ein Programm potentieller Tätigkeiten für das folgende Kalenderjahr fest.

Der Minister genehmigt das Programm potentieller Tätigkeiten innerhalb von 50 Tagen nach seinem Eingang. Mangels dessen wird das Programm als genehmigt betrachtet.

Die Genehmigung erfolgt vorbehaltlich der im Haushaltsplan des betroffenen Jahres vorgesehenen Mittel.

**Art. 13** - Das Sekretariat des Rates, das durch einen Sekretär der universitären Stufe geführt wird, sorgt für die materielle Koordination und die logistischen Aspekte der Arbeiten des Rates, des Präsidiums und der Arbeitsgruppen sowie für die allgemeine Kontrolle der Ausführung der Aufgaben des Rates und des Programms potentieller Tätigkeiten unter Einhaltung des Ausgabenhaushaltsplans.

Außerdem führt es die gesamten, für die Aufgaben des Rates notwendigen Vorarbeiten aus.

#### KAPITEL IV — Anwesenheitsgelder und Vergütungen

**Art. 14** - Die Mitglieder des Rates erhalten ein Anwesenheitsgeld für jede Versammlung des Rates, des Präsidiums oder einer Arbeitsgruppe, in der sie sitzen oder an der sie teilnehmen.

Das Anwesenheitsgeld beträgt 65 Euro für den Vorsitzenden und 45 Euro für die sonstigen Mitglieder.

Diese Beträge werden an den Index der Verbraucherpreise des Monats September 2003 gebunden und werden am 1. Januar jedes Jahres je nach dem Index der Verbraucherpreise des Monats September des vorigen Jahres angepasst.

**Art. 15** - Wenn sie sich zu einer oder mehreren Versammlungen des Rates, des Präsidiums oder einer Arbeitsgruppe begeben, haben die Mitglieder des Rates, unabhängig vom benutzten Transportmittel, Anspruch auf die Vergütung der Fahrtkosten unter den in Artikel LIV.TII.CI.12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Bedingungen sowie auf die Vergütung der Parkkosten.

Für die Berechnung des zu vergütenden Betrags gilt der gewöhnliche Arbeitsplatz des Mitglieds oder mangels dessen der Wohnsitz des Mitglieds als Abfahrtsstelle.

Jeder Person wird pro Tag nur eine ein einzige Vergütung der Fahrtkosten gewährt.

**Art. 16** - Die Anwesenheit bei den Versammlungen, für die ein Anwesenheitsgeld gewährt wird, wird in einem vom Sekretär des Rates zu diesem Zweck geführten Register festgestellt.

#### KAPITEL V — Schlussbestimmungen

**Art. 17** - Die erste Versammlung findet innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses statt.

**Art. 18** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 1999 zur Gründung eines «Conseil supérieur du Logement» wird aufgehoben.

**Art. 19** - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1829

[2004/201408]

#### 1 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de « Conseil supérieur du Logement » (Hoge Huisvestingsraad)

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode ingesteld bij het decreet van 29 oktober 1998 zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000, 31 mei 2001 en 15 mei 2003, inzonderheid op artikel 200;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 15 april 1999 tot oprichting van een « Conseil supérieur du Logement »;

Gelet op het advies van Financiën, gegeven op 15 januari 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2004;

Gelet op advies nr. 36.488/4 van de Raad van State, gegeven op 16 februari 2004;

Op de voordracht van de Minister Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° Raad : de « Conseil supérieur du Logement » bedoeld in artikel 200 van de Waalse Huisvestingscode;

3° bestuur : het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° code : de « Waalse Huisvestingscode ».

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

**Art. 2.** § 1. Op grond van een dubbellijst wijst de Regering de 27 gewone en plaatsvervangende leden van de Raad aan, onder wie :

1° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) die door haar worden voorgedragen;

2° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van de « Société wallonne de Crédit social » (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) die door haar worden voorgedragen;

3° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Waal Woningfonds van de grote gezinnen) die door hem worden voorgedragen;

4° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van de openbare huisvestingsmaatschappijen die door openbare huisvestingsmaatschappijen of hun federatieve eenheden worden voorgedragen;

5° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van de sociale kredietloketten die door sociale kredietloketten of door hun federatieve eenheden worden voorgedragen;

6° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van de gemeenten die door de « Union des Villes et Communes de Wallonie » (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten) worden voorgedragen;

7° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die door de « Union des Villes et Communes de Wallonie » worden voorgedragen;

8° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervanger die door de « Association des Provinces wallonnes » (Vereniging van de Waalse Provincies) worden voorgedragen;

9° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de buurtregieën die door erkende buurtregieën of hun federatieve eenheden worden voorgedragen;

10° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de agentschappen voor sociale huisvesting die door erkende agentschappen voor sociale huisvesting of hun federatieve eenheden worden voorgedragen;

11° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de verenigingen ter bevordering van de huisvesting die door verenigingen ter bevordering van de huisvesting of hun federatieve eenheden worden voorgedragen;

12° drie gewone vertegenwoordigers en drie plaatsvervangers van de universiteiten die door de « Conseil interuniversitaire de la Communauté française » (Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap) worden voorgedragen;

13° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de eigenaars, die door de door de Regering aangewezen representatieve organisaties worden voorgedragen;

14° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de huurders, die door de door de Regering aangewezen representatieve organisaties worden voorgedragen;

15° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van verenigingen, die worden voorgedragen door verenigingen zonder winst oogmerk, die haar activiteiten op het gebied van huisvesting uitoefenen;

16° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van de sociale partners, die door de Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest worden voorgedragen.

§ 2. De voorstellen worden aan de Minister gezonden.

§ 3. De plaatsvervangende leden hebben slechts zitting bij verhindering van het gewone lid tot wiens plaatsvervanger ze zijn benoemd.

**Art. 3.** De Regering wijst een voorzitter en een ondervoorzitter onder de raadsleden aan.

Indien hij afwezig is, wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter of, bij diens ontstentenis, door het oudste van de aanwezige leden.

**Art. 4.** De duur van het mandaat van de raadsleden is vijf jaar. Het mandaat is verlengbaar.

Bij overlijden, ontslag van een gewoon lid of verlies door dit laatste van het mandaat toegekend door het orgaan dat hem heeft voorgedragen, wordt het mandaat door zijn plaatsvervanger voleindigd.

Bij overlijden, ontslag van een plaatsvervangend lid of verlies door dit laatste van het mandaat toegekend door het orgaan dat hem heeft voorgedragen of bij toepassing van het vorige lid, wijst de Regering een nieuwe plaatsvervanger aan.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

**Art. 5.** Het bureau bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden die door de Raad worden aangewezen.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor.

**Art. 6.** § 1. De agenda van de Raad wordt door het bureau vastgesteld.

Een aanvraag van minstens 6 raadsleden wordt op de agenda geplaatst volgens de in het huishoudelijk reglement bepaalde modaliteiten.

§ 2. Behoudens met redenen omklede dringende noodzakelijkheid die door de meerderheid van stemmen wordt goedgekeurd, mogen alleen de agendapunten besproken worden.

**Art. 7.** § 1. De Raad beslist en beraadslaagt op geldige wijze als de helft van de leden aanwezig zijn. Als deze voorwaarde niet wordt vervuld, wordt de Raad opnieuw opgeroepen volgens de in het huishoudelijk reglement bepaalde modaliteiten. De Raad stemt dan op geldige wijze ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. De adviezen en verslagen worden aangenomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

**Art. 8.** In elke aanvraag bedoeld in artikel 200, 7°, van de Code bepaalt de Regering de termijn waarover de Raad beschikt om advies uit te brengen. Die termijn begint te lopen de dag waarop het secretariaat van de Raad de aanvraag ontvangt. Deze termijn mag niet korter zijn dan dertig kalenderdagen of, in geval van met redenen omklede dringende noodzakelijkheid, tien kalenderdagen.

**Art. 9.** De Raad komt ten minste vier keer per jaar bijeen.

Werkgroepen worden op initiatief van de Raad georganiseerd. De Raad nodigt de deskundigen die hij gedurende zijn vergaderingen of de vergaderingen van een werkgroep wenst te horen, uit.

**Art. 10.** De Raad bepaalt zijn huishoudelijk reglement. Het wordt aan het Bestuur voor advies voorgelegd en aan de goedkeuring van de Regering onderworpen.

**Art. 11.** Het bestuur kan personeelsleden aanwijzen om elke vergadering van de Raad, het bureau en de werkgroepen bij te wonen. Ze heeft raadgevende stem.

**Art. 12.** De Raad bepaalt voor 15 juli van elk jaar een uitgavenbegroting en een programma van potentiële activiteiten voor het volgende kalenderjaar. De Minister keurt het programma van potentiële activiteiten binnen vijftig dagen na ontvangst ervan goed. Bij ontstentenis wordt het programma geacht goedgekeurd te zijn. De goedkeuring wordt genomen onder voorbehoud van de in de begroting van het betrokken jaar voorziene kredieten.

**Art. 13.** Het secretariaat van de Raad, geleid door een secretaris van universitair niveau, zorgt voor de materiële coördinatie en de logistieke aspecten van de werken van de Raad, van het bureau en van de werkgroepen alsmede de algemene controle op de uitvoering van de opdrachten van de Raad en op het programma van potentiële activiteiten en dit met inachtneming van de uitgavenbegroting.

Het oefent bovendien alle voorbereidende werken uit, die nodig zijn voor de opdrachten van de Raad.

#### HOOFDSTUK IV. — *Presentiegelden en vergoedingen*

**Art. 14.** De raadsleden ontvangen een presentiegeld voor elke vergadering van de Raad, van het bureau of van een werkgroep waarop ze zitting hebben en waaraan ze deelnemen.

Het bedrag van een presentiegeld is 65 euro voor de voorzitter en 45 euro voor de andere leden.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen van september 2003 en worden op 1 januari van elk jaar geïndexeerd op grond van het indexcijfer der consumptieprijzen van september van het vorige jaar.

**Art. 15.** Wanneer ze één of meer vergaderingen van de Raad, van het bureau of van een werkgroep bijwonen, genieten de raadsleden, ongeacht het gebruikte vervoermiddel, de terugbetaling van de reiskosten onder de voorwaarden bepaald in artikel LIV.TII.CI.12 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en van de parkeerkosten.

Voor de berekening van het terug te betalen bedrag is de in aanmerking te nemen vertrekplaats de gewoonlijke werkplaats van het lid of, bij ontstentenis, zijn woonplaats.

Elke persoon mag slechts een terugbetaling van de reiskosten per dag genieten.

**Art. 16.** De aanwezigheid op de vergaderingen die recht geven op het presentiegeld, wordt vastgesteld in het daartoe door de secretaris van de Raad gehouden register.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 17.** De eerste vergadering van de Raad vindt plaats binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 18.** Het besluit van de Waalse Regering van 15 april 1999 tot oprichting van een « Conseil supérieur du Logement » wordt opgeheven.

**Art. 19.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1830

[2004/201406]

#### **6 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de la modification des statuts de la Société publique de Gestion de l'Eau (1)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, V, 1<sup>o</sup>;

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau;

Vu la décision d'approbation des statuts de la S.P.G.E. par l'assemblée générale du 21 juin 1999;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les modifications des statuts de la Société publique de Gestion de l'Eau, approuvées par le conseil d'administration de la S.P.G.E. du 17 septembre 1999, du 1<sup>er</sup> octobre 1999 et du 19 décembre 2000, et ci-après reproduites en annexe, sont approuvées.